Devenir membre maintenant sous udc.ch/participer

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Novembre 2026



Pour les familles, une fiscalité juste et équitable !

Page 11



OUI à la révision de la loi fédérale sur le matériel de guerre

Page 13



Un homme d'État fidèle à ses racines

Page 15

Le racket de la gauche

Le porte-monnaie des Suisses est en danger



NON

à l'augmentation de la TVA

AZB, 3001 Bern Post AG, UDC Suisse, secrétariat général, case postale
Abonnement annuel Fr. 35.00 – publié six fois par an – 7'187 ex.
udc.ch– franc-parler@udc.ch – Novembre 2026
Conception du Franc-parler : GOAL AG
Certaines images ont été générées par l'IA.

QUALITÉ SUISSE
UDC
Pour une Suisse forte

Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

Pour plus de Suisse, il faut plus d'UDC !

Mobilisation totale pour notre démocratie : nous commencerons probablement à récolter des signatures contre le diktat de l'UE dès janvier. Et à un an des élections fédérales, une chose est claire : seule une UDC forte protège notre pays de ceux qui veulent détruire la Suisse.

Les élections cantonales le montrent : l'UDC progresse partout. Nous avons gagné 68 sièges dans les parlements cantonaux. Pourquoi ? Parce que les Suissesses et les Suisses sont inquiets pour notre pays, notamment face à l'immigration incontrôlée, au chaos de l'asile et aux menaces qui pèsent sur l'avenir de notre Suisse. **Les Suissesses et les Suisses votent UDC parce que nous prenons leurs préoccupations au sérieux.**

Avec le traité de soumission à l'UE, ce sont notre souveraineté et nos droits populaires qui sont en jeu. Qui décidera de l'avenir de notre pays ? Nous, les Suissesses et les Suisses, ou les commissaires, les juges et les bureaucrates de l'UE ? **La gauche et les fossoyeurs de la Suisse fuient le débat démocratique.** Ils ne veulent pas d'une votation nécessitant la double majorité. Ils veulent priver le peuple et les cantons de leur pouvoir et entraîner notre pays dans l'UE.

Une majorité au Parlement fédéral veut faire passer le traité avec l'UE en toute discrétion, sans consulter le peuple. Nous ne le permettrons pas. L'UDC devra donc lancer un référendum et commencer à récolter des signatures dès janvier, afin de permettre au peuple de se prononcer sur ce traité lourd de conséquences. Pour cela, nous avons besoin de votre engagement. Chaque signature est un geste en faveur de la liberté, de la démocratie et de la souveraineté de la Suisse.

Nous sommes à un an des élections fédérales. Le bilan des autres partis est désastreux : toujours plus de rapprochement avec l'UE, plus de réglementations, plus d'immigration illégale, des impôts plus élevés et toujours moins de Suisse. Quand il faut agir, ils cèdent. Seule l'UDC se bat pour notre pays.

Chaque voix donnée à l'UDC est un mandat : celui de se battre pour une Suisse indépendante ! Et nous arrêterons ceux qui veulent démanteler notre pays et le soumettre à des juges étrangers ! Il faut une UDC plus forte pour empêcher la gauche et les fossoyeurs de continuer à détruire la Suisse.

Le choix est clair : ceux qui veulent continuer à décider eux-mêmes disent NON au diktat de l'UE. **Ceux qui veulent une Suisse démocratique et indépendante votent UDC.**

Inscrivez-vous dès maintenant pour nous soutenir :

Participez à la récolte de signatures – NON au diktat de l'UE

Marcel Dettling
Conseiller national et président de l'UDC Suisse



Pour plus de Suisse !

À un an des élections fédérales, la gauche et les fossoyeurs de la Suisse continuent d'affaiblir notre pays. Entre bureaucratie, impôts et soumission à Bruxelles, notre liberté est menacée. Le 24 octobre 2027, une seule réponse : renforcer l'UDC pour défendre notre Suisse !



Par Yvan Pahud
Conseiller national,
L'Auberson (VD)

Dans un an, les Suisses auront un choix décisif à faire : défendre leur liberté et leur indépendance ou laisser la gauche et les fossoyeurs de la Suisse précipiter notre pays dans le déclin ! Le PLR a lancé sa campagne avec un réveil. Mais ses dirigeants feraient mieux de se réveiller eux-mêmes ! Ils veulent nous enchaîner à une UE endettée, bureaucratique et avide de pouvoir. Voilà leur projet pour la Suisse !

Quant à la gauche, elle préfère faire payer ceux qui se lèvent tôt. Toujours plus d'impôts, de taxes, d'interdictions et de fonctionnaires ! Pendant que les familles, les agriculteurs et les PME travaillent, le PS et les Verts dépensent leur argent et leur dictent leur conduite.

Et à Berne ? Le PLR et le Centre s'allient trop souvent à la gauche pour mener la même politique ! Ils sacrifient notre souveraineté, mettent en péril notre démocratie directe et ouvrent grand la porte au diktat de l'UE.

Il est temps de mettre fin à cette politique qui affaiblit la Suisse ! Notre prospérité ne doit rien à la gauche ni à la bureaucratie européenne. Elle repose sur le travail, le mérite, la responsabilité individuelle et la liberté.

Le 24 octobre 2027, il faudra barrer la route à ceux qui bafouent nos valeurs, nos traditions et notre culture ! Chaque siège gagné par l'UDC sera un rempart supplémentaire contre ceux qui veulent brader notre liberté et notre indépendance.

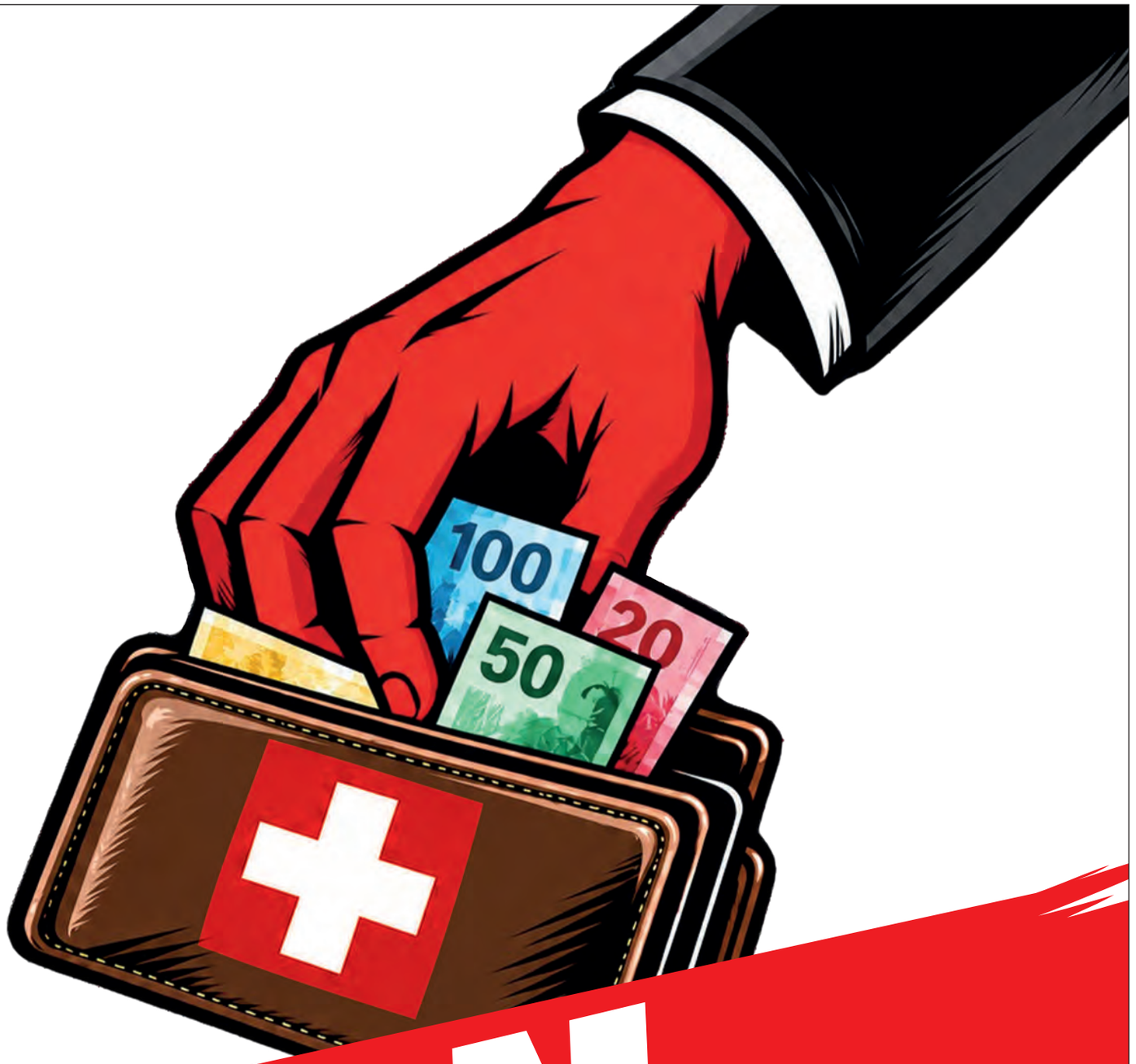
Plus de liberté, moins d'État ! Plus de sécurité, moins d'immigration incontrôlée ! Plus d'indépendance, moins de Bruxelles !

La gauche et les fossoyeurs de la Suisse mettent en danger notre Patrie. Seule une UDC forte peut les arrêter !

Le 24 octobre 2027, votez pour plus de Suisse, votez UDC !

Pour plus de Suisse !

Votez UDC !



NON

à l'augmentation de la TVA !

QUALITÉ SUISSE
UDC
Pour une Suisse forte

13e rente AVS : pas de nouvelles augmentations de taxes

Le peuple a accepté une 13e rente AVS, pas une nouvelle hausse des taxes. Augmenter la TVA de 8,1 % à 8,5 % coûtera environ 180 francs par année et par ménage. L'UDC refuse cette ponction et demande de financer la 13e rente par des économies. La Confédération doit mieux utiliser l'argent de notre population.



Par Nicolas Kolly, Conseiller national, Essert (FR)

Depuis des années, les politiques de gauche appauvrissent notre population. Entre 1990 et 2025, les dépenses fédérales ont pratiquement triplé, passant de 31,6 à environ 86 milliards de francs. Cet argent sort de la poche des Suisses et des Suissesses, dont les charges augmentent sans cesse et le pouvoir d'achat diminue.

Dans ces conditions, le vote du 3 mars 2024 ne surprend pas : pour une fois, une initiative promettait de remplir un peu le porte-monnaie de notre population. Mais accepter une 13e rente AVS ne signifiait pas accepter de nouvelles taxes ! Ses partisans affirmaient que les finances de l'AVS permettaient son versement sans ponction supplémentaire. Le texte ne prévoyait d'ailleurs aucune mesure de financement.

Financer la 13e rente oui, mais pas n'importe comment

Respectueuse de la volonté populaire, l'UDC a proposé de trouver les moyens nécessaires dans les finances fédérales. Notre groupe parlementaire a demandé le renvoi du projet au Conseil fédéral pour réaliser les économies nécessaires : réduire de 15 % les fonds de la coopération internationale ou encore économiser dans l'asile.

La majorité de centre gauche a refusé ces économies. Elle préfère augmenter la TVA pour une durée indéterminée. Prendre d'une main ce que l'on redonne de l'autre : voilà sa réponse aux problèmes de pouvoir d'achat de la population.

> « La Confédération doit enfin apprendre à gérer notre argent avec rigueur et discernement ! »

La Confédération doit revoir ses priorités. Plutôt que de gaspiller dans l'asile, l'aide à l'étranger ou les accords de soumission à l'UE, elle doit consacrer cet argent à notre population. Refusons cette hausse de la TVA et exigeons le financement de la 13e rente AVS sans nouvelles taxes ni nouveaux impôts, comme l'avaient promis les initiants, en menant si besoin les réformes nécessaires à l'AVS.



Devenir membre maintenant sous udc.ch/participer

Les pro-UE veulent faire passer le traité de soumission au pas de charge devant le Parlement

La votation sur le traité de soumission à l'UE pourrait avoir lieu le 6 juin 2027. Mais pour que le peuple puisse se prononcer, il faudra d'abord récolter au moins 50'000 signatures.



Par Thomas Aeschi, Conseiller national et chef du groupe parlementaire, Baar (ZG)

Le 26 mai 2021, le Conseil fédéral annonçait avoir « décidé de ne pas signer l'accord institutionnel et communiqué cette décision à l'UE. Les négociations sur le projet d'accord institutionnel sont donc terminées ». Pourtant, à peine dix mois plus tard, ce même Conseil fédéral entamait, de manière incompréhensible, de nouvelles discussions préliminaires avec l'UE.

Le 15 décembre 2023, le Conseil fédéral annonce que de nouveaux accords sur l'électricité et la sécurité des aliments « permettront à la Suisse de mettre en place ou de poursuivre des coopérations dans des domaines qui revêtent une grande importance pour elle ». Or, ce sont précisément ces domaines qui sont aujourd'hui devenus problématiques. Dans le secteur de l'énergie, c'est notamment le cas en raison de l'indexation des prix à la consommation sur les prix de la bourse européenne de l'électricité et de l'obligation de libéraliser le marché de l'électricité. Dans le domaine de la sécurité des aliments, la bureaucratie européenne menacerait les producteurs pratiquant la vente directe ainsi que les spécialités régionales, comme le fromage au lait cru. De plus, de nouvelles réglementations européennes s'appliqueraient à l'élevage et aux cultures agricoles, avec des contrôles effectués par des inspecteurs de l'UE.

Les pro-UE cherchent désormais à faire adopter au pas de charge par les deux Chambres fédérales, lors de la session d'hiver, la partie institutionnelle du paquet d'accords. Celle-ci prévoit notamment la reprise dynamique du droit européen, la soumission à la Cour de justice de l'UE, la directive sur la citoyenneté européenne, qui entraînerait une immigration accrue, le droit de séjour permanent de l'UE, le versement de milliards de francs ainsi que l'application du droit européen en matière d'aides d'État. L'objectif est de permettre la tenue d'une votation populaire le 6 juin 2027.

Seul un référendum facultatif serait prévu, alors que le Conseil des États demande un référendum obligatoire nécessitant la double majorité. Cela signifierait que l'UDC devrait récolter, dès le 5 janvier 2027 et jusqu'au 15 avril 2027, au moins 50'000 signatures **pour qu'une votation populaire puisse avoir lieu sur ce paquet d'accords dangereux.**

Nous vous demandons dès aujourd'hui de nous soutenir dans la récolte des signatures contre ce paquet d'accords qui détruirait la Suisse. Le paquet Suisse-UE est tout simplement le résultat de mauvaises négociations. Face à ce traité monstrueux, il n'y a qu'une seule réponse possible : un NON catégorique au diktat de l'UE, tant au Parlement que dans les urnes, avec le soutien des cantons !

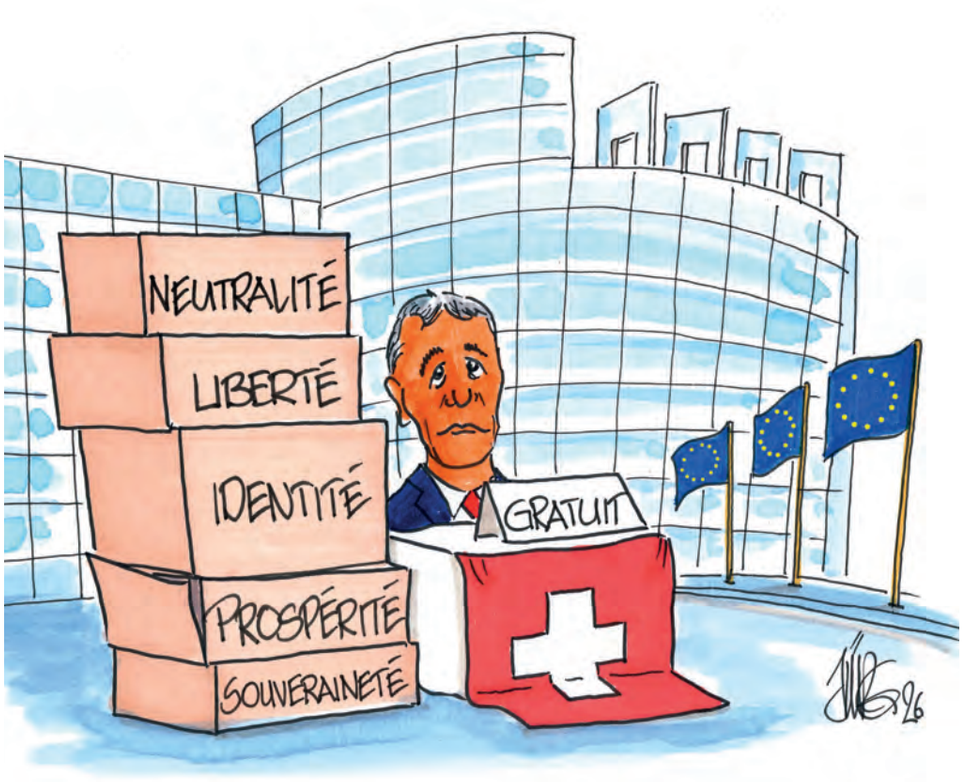


La gauche et les fossoyeurs de la Suisse veulent livrer notre pays à l'UE

La gauche et les fossoyeurs de la Suisse en ont assez de notre pays ! Ils veulent le brader à l'UE. C'est une trahison de notre démocratie et des droits du peuple et des cantons !



Par Magdalena Martullo-Blocher, Conseillère nationale, Lenzerheide (GR) et Meilen (ZH)



Au Conseil fédéral, dans l'administration et au Parlement, certains responsables politiques sont plus proches de Bruxelles que du peuple suisse. Ils prétendent que les « Bilatérales III » apporteront sécurité juridique et stabilité. Pourtant, l'UE peut faire évoluer unilatéralement son droit, que nous serions obligés de reprendre. Ce n'est pas une relation d'égal à égal ! C'est un traité qui nous impose un droit étranger et qui nous soumet à des juges étrangers.

Les pro-UE, qui ont tourné le dos à la Suisse, savent que de nombreux Suisses rejetteront ce diktat européen lorsqu'ils comprendront ce qu'il implique réellement. C'est pourquoi ils veulent faire adopter le paquet d'accords au pas de charge par les Chambres fédérales, sans que ses conséquences dangereuses fassent l'objet d'un véritable débat public. Le constat est simple : **l'UE ordonne, nous nous soumettons et, en plus, nous payons !**

La « clause de sauvegarde », totalement inefficace, avec ses neuf dispositions facultatives, ne protégera pas la Suisse. Avec le nouveau droit de séjour permanent, des centaines de milliers d'immigrés pourraient rester durablement en Suisse, même s'ils bénéficient de l'aide sociale ou commettent des infractions pénales. Les conséquences pour nos assurances sociales seraient désastreuses.

Le Conseil des États a au moins reconnu que ce traité ferait perdre à la Suisse sa souveraineté et s'est prononcé en faveur d'un référendum obligatoire. **Mais le Conseil national, où les pro-UE sont majoritaires, supprimera à nouveau l'exigence de la double majorité.** Le peuple et les cantons seraient ainsi privés de toute possibilité de se prononcer.

La votation populaire pourrait déjà avoir lieu le 6 juin 2027. Nous ne devons pas perdre un seul jour ! Dès maintenant, nous devons informer largement la population et constituer des comités de résistance, y compris avec d'autres partis, associations et organisations. **Dire NON au diktat de l'UE n'est pas une question d'appartenance politique.**

En 1992, le peuple a dit NON à l'EEE. L'effondrement annoncé de la Suisse ne s'est jamais produit. Notre pays prospère et notre démocratie directe reste un pilier solide de notre économie et de notre prospérité.

Nous devons nous réveiller maintenant !

NOUS seuls, le peuple, pouvons encore arrêter cette folie !

Quinze conseillères et conseillers aux Ét
MCG et de l'UDC s'opposent au diktat de

Comme l'ont montré les débats de septembre au Conseil des États, l'opposition au paquet d'accords avec l'UE ne cesse de croître.

Les 15 conseillères et conseillers aux États suivants ont voté non : Mauro Poggia (GE), du **MCG,** ainsi que les quatre représentants du PLR : **Severin Brüngger** (SH), **Thierry Burkart** (AG), **Martin Schmid** (GR) et **Hans Wicki** *(NW)*. Du côté du **Centre** : **Heidi Z'graggen** (UR) et ses collègues **Daniel Fässler** (AI), **Peter Hegglin** (ZG) et **Beat Rieder** (VS). Enfin, pour l'**UDC : Esther Friedli** (SG) et ses cinq collègues **Marco Chiesa** (TI), **Hannes Germann** (SH), **Werner Salzmann** (BE), **Pirmin Schwander** (SZ) et **Jakob Stark** (TG).

Qu'implique l'accord de soumission à l'UE pour la Suisse ? La Suisse devrait reprendre d'un seul coup 20 000 pages de réglementations européennes, ainsi que l'ensemble du droit européen à venir, dont nous ne connaissons même pas encore le contenu. Notamment en matière d'immigration. Les Suissesses et les Suisses n'auraient plus leur mot à dire : ce seraient désormais les commissaires européens, les bureaucrates de Bruxelles et les juges de l'UE qui décideraient à leur place.



Martin Schmid
Conseiller aux États (GR), PLR

« Un entrepreneur signerait-il un tel contrat ? Je ne le pense pas, car la reprise dynamique du droit peut conduire à des situations qui ne s'étaient jamais présentées auparavant. Dans tout autre contrat, nous pouvons nous référer à ce qui a été signé. En revanche, laisser à quelqu'un d'autre le soin d'adapter le droit constitue, à mes yeux, un problème majeur. »



Hannes Germann
Conseiller aux États (SH), UDC

« En votant oui à ces accords monstrueux, la Suisse serait non seulement davantage affaiblie que renforcée sur les plans financier et économique, mais surtout en matière de démocratie directe. Dans ce domaine, les dommages seraient irréversibles. »



Daniel Fässler
Conseiller aux États (AI), Le Centre

« Aujourd'hui, au sein de ce Parlement, c'est nous qui légiférons au niveau fédéral. À l'avenir, l'initiative de nouvelles règles ne viendrait « ni du Conseil fédéral, ni de nous, parlementaires, mais de la Commission européenne. »



Beat Rieder
Conseiller aux États (VS), Le Centre

« Signerais-je un jour un contrat dont je ne connais pas le contenu futur et sur lequel je ne pourrais pas codécider, mais seulement donner mon avis ? J'en suis arrivé à la conclusion : jamais. »

« Si vous renoncez à votre souveraineté pour obtenir un peu de prospérité temporaire, vous perdrez d'abord votre souveraineté, puis votre prospérité. »



Werner Salzmann
Conseiller aux États (BE), UDC

« Ma réflexion est claire : la perte de nos droits ET de notre souveraineté l'emporte largement sur les avantages économiques. »

ats du Centre, du PLR, du l'UE !



Esther Friedli
Conseillère aux États (SG), UDC

« L'intitulé des présents accords relève d'une forme de tromperie sur la marchandise : il ne s'agit pas « des Bilatérales III », mais d'une adhésion partielle de notre pays à l'Union européenne, sans droit de regard ni pouvoir de décision. »



Peter Hegglin
Conseiller aux États (ZG), Le Centre

« Je suis un fédéraliste convaincu. Je ne veux pas qu'à l'avenir, l'Union européenne dicte ses lois à la Suisse. »

« Il est également intéressant de constater que l'organisation faîtière de l'économie economiesuisse se plaint à chaque occasion de la multiplication des réglementations en Suisse, mais ne mentionne pas ici la frénésie réglementaire de l'UE, allant même jusqu'à affirmer qu'il faudrait reprendre ces réglementations. »



Marco Chiesa
Conseiller aux États (TI), UDC

« Si la population suisse vote autrement que ne le souhaite l'Union européenne, celle-ci peut nous sanctionner par des « mesures compensatoires ». C'est une camisole de force pour notre démocratie directe. »



Pirmin Schwander
Conseiller aux États (SZ), UDC

« Les conséquences réelles de ce projet sont impossibles à anticiper ou à prévoir. Nous nous enfonçons dans un monde d'incertitudes, dans un labyrinthe sans issue. »



Mauro Poggia
Conseiller aux États (GE), MCG

« Notre Tribunal fédéral ne serait plus la plus haute instance judiciaire, mais serait subordonné à la Cour de justice de l'Union européenne. »



Heidi Z'graggen
Conseillère aux États (UR), Le Centre

« Parfois, je me demande à quel moment précis nous avons cessé, en Suisse, d'être fiers de notre liberté et de notre système politique unique. »

« Si le peuple ou le Parlement rejette de nouvelles dispositions légales, l'UE peut nous sanctionner en prenant des mesures compensatoires sans rapport avec le domaine concerné et touchant plusieurs secteurs – je vais quand même employer ce mot : nous punir. […] Il est indigne d'un État souverain qu'un acteur extérieur puisse, en vertu d'un accord, lui infliger des sanctions. »



Jakob Stark
Conseiller aux États (TG), UDC

« Ce changement de paradigme, qui marque le passage d'une reprise volontaire du droit européen à une reprise automatique, constitue à mes yeux – et je dois le dire sans détour – ni plus ni moins qu'une intégration partielle de la Suisse à l'Union européenne. »



Comment investir dans l'avenir de la Suisse?

Axpo couvre environ 40% des besoins suisses en électricité avec un mix d'électricité fiable et générant peu de CO_2. Composé d'énergie hydraulique, d'énergie nucléaire et de biomasse, ce mix est complété de plus en plus par l'énergie solaire et éolienne.

Chaque jour, plus de 5000 collaboratrices et collaborateurs engagés travaillent en Suisse pour renforcer l'approvisionnement. Chaque année, nous investissons plusieurs centaines de millions de francs dans les centrales nouvelles et existantes ainsi que dans les réseaux électriques. Ces dernières années, Axpo a réalisé la majorité de ses investissements en Suisse et prévoit d'investir ces prochaines années environ deux milliards de francs dans les infrastructures énergétiques suisses.

Pour que la diversité énergétique contribue à la sécurité de l'approvisionnement.

Scanner le code QR pour en savoir plus.

axpo

Pour les familles, une fiscalité juste et équitable !

Le 29 novembre, les Suisses auront l'occasion de corriger une injustice fiscale qui frappe les couples mariés depuis des décennies. Avec l'initiative « Pour des impôts équitables », nous pouvons enfin défendre les familles, leur liberté de choix et leur pouvoir d'achat.



Par Michaël Buffat, Conseiller national, Vuarrens (VD)

En Suisse, se marier peut encore coûter cher. Non pas en raison des festivités, mais à cause d'un système fiscal qui pénalise des centaines de milliers de couples mariés. Une aberration que nous devons enfin corriger !

En mars dernier, le peuple a accepté l'imposition individuelle. Nous avions combattu cette réforme, et pour cause : derrière les belles promesses d'égalité se cache une véritable usine à gaz administrative, qui bouleverse notre fiscalité et menace de pénaliser les familles dont les revenus sont inégalement répartis.

Prenons l'exemple d'un couple vaudois avec deux enfants. L'un des parents travaille à plein temps, tandis que l'autre réduit son activité professionnelle pour s'occuper de la famille. Pourquoi ce choix, parfaitement légitime, devrait-il être désavantagé ? Depuis quand appartient-il à l'État de décider comment les parents doivent organiser leur quotidien ?

Une autre voie, plus juste

L'initiative du Centre propose une autre voie : maintenir l'imposition commune des époux, tout en garantissant qu'ils ne paient pas davantage d'impôt fédéral direct que des contribuables non mariés dans une situation économique comparable.

Plutôt que de multiplier les déclarations fiscales, les formulaires et les fonctionnaires, nous devons privilégier des solutions pragmatiques, respectueuses de la solidarité familiale.

Car derrière les chiffres et les barèmes, il y a des familles qui travaillent, élèvent leurs enfants et contribuent à la prospérité de notre pays. Elles méritent mieux que de nouvelles complications administratives !



Seule l'initiative pour des impôts équitables soulage véritablement les familles.

Le 29 novembre, refusons que la bureaucratie l'emporte sur le bon sens.

Disons OUI à une fiscalité équitable, qui respecte les familles et leur liberté !

Mots d'ordre des délégués de l'UDC Suisse

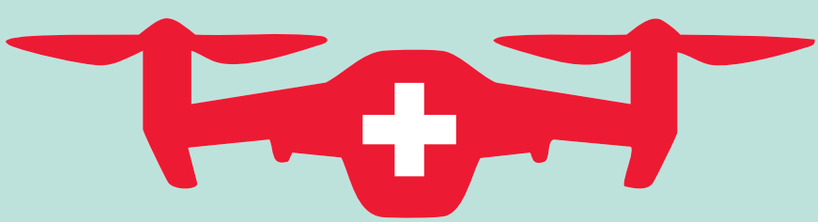
NON Financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la TVA

OUI Initiative populaire « Oui à des impôts fédéraux équitables pour les couples mariés – Pour enfin en finir avec la discrimination du mariage ! »

NON Initiative populaire « Pour une limitation des feux d'artifice »

OUI Modification du 19 décembre 2025 de la loi fédérale sur le matériel de guerre

NOTRE SOUVERAINETÉ MÉRITE UNE LOI MODERNE.



OUI À LA LOI SUR LE MATÉRIEL DE GUERRE (LFMG)

PVL

Le Centre

PLR

Qualité Suisse UDC Pour une Suisse forte

economiesuisse

GRPM

VMG ASM ASM

SOG | SSO | SSU
Schweizerische Offiziersgesellschaft
Société Suisse des Officiers
Società Svizzera degli Ufficiali

Alliance Sécurité Suisse

OUI à la révision de la loi fédérale sur le matériel de guerre

Sans industrie de défense crédible et sans partenaire de confiance, il n'y a pas d'industrie de défense. La révision de la loi fédérale sur le matériel de guerre permet de renforcer notre compétitivité, d'assurer des milliers d'emplois et un savoir-faire, tout en garantissant notre neutralité armée.



Par Jacques Nicolet,
Conseiller national,
Lignerolle (VD)

La situation géopolitique a changé et notre industrie ne peut pas survivre uniquement avec les commandes de l'armée suisse. L'Allemagne, les Pays-Bas et le Danemark ont clairement exprimé leur intention de ne plus nous passer de commandes, la Suisse étant trop rigide.

En mars 2020, des camions de masques destinés à la Suisse ont été bloqués à la frontière allemande, nos voisins voulaient se servir en premier. C'est grâce au matériel respirateur dont nous disposions et qui était nécessaire à l'UE, que les camions ont pu être débloqués. En période de crise, nous sommes servis en fonction de ce que nous avons à offrir.

Des adaptations nécessaires

Les changements proposés par la loi permettront, pour certains États partenaires, d'accepter en principe les demandes d'exportations. Le Conseil fédéral conserve une compétence dérogatoire pour les circonstances exceptionnelles et pourra toujours exiger une déclaration de non-réexportation. En aucun cas, cela ne signifie une livraison directe à des pays qui violent les droits humains.

Assouplir la LFMG ne signifie pas abandonner la neutralité. Une neutralité armée exige de conserver une industrie capable de contribuer efficacement à la défense du pays.

Les enjeux sont concrets : en 2025, notre industrie a exporté pour 950 millions de francs auprès de 64 pays. Le secteur génère 145'000 emplois, dont 15'000 directs. Ce ne sont pas des usines d'armes, mais des PME de précision et des laboratoires de nos EPF.

Un refus ne désarmera personne. Mais il coupera nos PME et nos hautes écoles de leurs partenaires, mettant en danger de nombreux emplois et nous rendant dépendants de l'étranger.

Je dis oui à la modification de la loi sur le matériel de guerre le 29 novembre prochain.



Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

Fribourg mérite le bon sens UDC le 8 novembre !

Le 8 novembre 2026, élisons des représentants fermes et ancrés dans nos valeurs. L'UDC Fribourg s'engage pour une politique de proximité axée sur la sécurité, la maîtrise des finances publiques, le soutien à notre économie locale et la défense de la liberté dans notre canton.



Par Timon Gavallet,
Président UDC Fribourg,
Broc (FR)

Fribourgeois, notre canton fait face à des choix déterminants pour son avenir. La hausse constante des charges étatiques, les pressions réglementaires et l'insécurité grandissante pèsent lourdement sur la classe moyenne, les familles et nos entreprises locales.

L'UDC Fribourg refuse la politique de l'assistanat et le gonflement de la bureaucratie. Nous défendons une gestion rigoureuse des deniers publics, des impôts modérés pour préserver notre pouvoir d'achat et un cadre propice au développement de nos PME et de notre agriculture régionale. Travailler et entreprendre doivent continuer à payer dans notre canton.

Sur le plan de la sécurité, nous exigeons une tolérance zéro face à la délinquance et un soutien indéfectible à nos forces de l'ordre pour garantir la tranquillité de nos quartiers et de nos campagnes. De même, nous nous opposons fermement aux entraves à la mobilité : nos routes doivent rester libres et accessibles pour tous, sans diktats écologiques.



À Schmitten, près de 400 personnes ont répondu à l'invitation de l'UDC pour suivre la conférence de Magdalena Martullo-Blocher sur le paquet d'accords qui veut soumettre la Suisse au diktat de l'UE. Seule l'UDC s'engage sans louvoyer contre la soumission de la Suisse aux juges étrangers.



Au Comptoir gruérien, l'UDC a mené une campagne de proximité auprès des artisans et acteurs locaux. Les PME ont besoin de plus de liberté et de moins d'impôts, c'est pourquoi de nombreux chefs d'entreprise votent UDC.

En votant pour les candidats de l'UDC le 8 novembre, vous faites le choix d'une voix forte, authentique et courageuse au Grand Conseil et à la Préfecture. Donnons la priorité au bon sens paysan et bourgeois pour un canton de Fribourg libre, sûr et prospère.

Unissez vos forces avec nous :

glissez la liste 5 de l'UDC dans l'urne !

Un homme d'État fidèle à ses racines

Au moment où Guy Parmelin s'apprête à quitter le Conseil fédéral, je tiens à saluer un homme d'État remarquable, un collègue estimé et un ami fidèle. Son parcours restera celui d'un serviteur de la Suisse, profondément attaché à notre pays et à ses institutions.



Par Pierre-André Page,
Président du
Conseil national,
Châtonnaye (FR)

Il est des personnalités qui marquent la vie politique de notre pays par leurs décisions, mais aussi par leur manière d'être. Guy Parmelin est incontestablement de celles-là**. Derrière le conseiller fédéral, j'ai toujours retrouvé l'homme de terrain profondément attaché à ses racines et aux valeurs qui font la force de notre Suisse.**

En ma qualité de président du Conseil national, je tiens à lui exprimer ma profonde reconnaissance pour son engagement au service de notre pays. Au fil des années, Guy Parmelin a assumé ses responsabilités avec sérieux, pragmatisme et un sens aigu du devoir. Il a su porter les intérêts de la Suisse avec détermination, sans jamais perdre cette simplicité et cette proximité qui le caractérisent.

Mais c'est aussi en tant que collègue de parti et ami que je souhaite lui rendre hommage. **Nous partageons cet attachement à notre terre, à notre agriculture, à notre indépendance et à nos traditions.**

J'ai toujours apprécié chez Guy sa franchise, sa fidélité à ses convictions et cette capacité à rester lui-même, quelles que soient les responsabilités exercées.

Son départ marquera assurément la fin d'un chapitre important de notre histoire politique. Mais il laissera surtout le souvenir d'un homme qui n'a jamais oublié d'où il venait, ni ceux qu'il représentait.

Cher Guy, merci pour ton engagement, pour ton amitié et pour tout ce que tu as apporté à notre pays. Je te souhaite, ainsi qu'à tes proches, une nouvelle étape de vie heureuse et pleinement méritée.



Source: WBF

NON au diktat de l'UE



PARTICIPEZ MAINTENANT !

Commandez du matériel de campagne !

☐ Je suis prêt à récolter (nombre) ..... **signatures** pour le référendum contre le diktat de l'UE. Merci de m'envoyer des feuilles de signatures dès qu'elles seront disponibles.

☐ Je commande un **drapeau « Préservons ce que nous aimons »** (120 cm × 80 cm) au prix de CHF 10.– (disponible dès janvier 2027).

☐ Je souhaite installer une grande **affiche** (89,5 cm × 128 cm).

☐ Je commande un **pin hallebarde** au prix de CHF 8,50.

Drapeau



Affiche



Pin hallebarde

S'engager et soutenir la campagne en ligne !

☐ Je soutiens la campagne référendaire contre le diktat de l'UE avec un **don**.

☐ Je souhaite être tenu informé et m'inscrire à la **newsletter**.

☐ Soutenez notre combat contre le traité de soumission à l'UE en apportant votre **témoignage**.

Votre adresse :

Prénom : Nom :

Rue : NPA / Localité :

Téléphone/Mobile : E-mail :

Date / signature : Je souhaite rester informé(e) : ☐

Pour une Suisse sans rattachement à l'UE,
c/o UDC Suisse, Case Postale, 3001 Berne, Tel. 031 300 58 58

Vous pouvez aussi faire une photo du présent bulletin dûment rempli et le renvoyer à
sg@udc.ch

non-diktat-ue.ch

QUALITÉ SUISSE
UDC
Pour une Suisse forte